

Daniel Jebrac (Daniel Bensaïd)

Élections brésiliennes Défaite de la dictature mais échec relatif du PT aux élections du 15 novembre

Les résultats des élections brésiliennes du dimanche 14 novembre dernier ^{1/} marquent une claire défaite du parti au pouvoir, le Parti démocratique social (PDS). Le PDS remporte en effet les élections au poste de gouverneur dans 12 États, le principal parti d'opposition, le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB), l'emporte dans 9 États, et Leonel Brizola, dirigeant du Parti démocratique des travailleurs (PDT), est élu à Rio de Janeiro.

Mais les États où le PMDB est majoritaire regroupent une population de 58 millions d'habitants et représentent 58 % du produit intérieur brut (PIB), alors que ceux où le PDS est majoritaire représentent une population de 47 millions de personnes et 24 % du PIB. L'État de Rio de Janeiro, désormais dirigé par Leonel Brizola, compte quant à lui près de 12 millions d'habitants et participe pour plus de 16 % au PIB.

Au total, les États contrôlés par l'opposition englobent donc 60 % de la population et contribuent pour 75 % au PIB. Au total, le PDS n'obtient que 30 % des suffrages et, dans l'État décisif de Sao Paulo (40 % du PIB à lui seul), il connaît une défaite désastreuse, en n'obtenant que 25 % des voix.

Dans le cadre de ces résultats globaux, il faut souligner la victoire de Leonel Brizola à Rio de Janeiro, malgré de grossières tentatives

de fraude orchestrées par le régime. Confronté au candidat du PDS et au candidat du PMDB soutenu par le gouverneur sortant, Chagas Freitas, connu pour ses méthodes de corruption et d'intimidation, Leonel Brizola a recueilli un vote dont la signification globale, en assurant à travers sa victoire celle de l'opposant bourgeois le plus conséquent, est une condamnation de la dictature.

Si le parti au pouvoir est défait et si le résultat des élections accumule de nouvelles contradictions pour l'avenir du régime, la bourgeoisie dans son ensemble y gagne à court terme de meilleures marges de manœuvre. Après bien des incertitudes, les élections ont finalement eu lieu, avec leur part de fraude, mais il n'y a pas eu de contestation globale de leur régularité. Le régime y gagne une certaine légitimité, aussitôt saluée par le président américain Ronald Reagan à l'occasion de sa visite à Brasilia, fin novembre. Mais surtout, au moment d'affronter à son tour l'épreuve de l'austérité et les réalités de l'après- « miracle économique », la bourgeoisie brésilienne dispose d'un système de domination politique assoupli et diversifié. Nul doute, en effet, que tous les gouverneurs dits d'opposition, Leonel Brizola inclus, soient disposés à négocier avec le pouvoir central leur collaboration à la mise en œuvre des mesures d'austérité, en échange d'une confirmation de l'« ouverture » démocratique.

Défaite du PDS

Dès leur élection, la totalité des gouverneurs d'opposition se sont d'ailleurs empressés de faire l'éloge du général-président Figueiredo comme garant du processus d'« ouverture ». Ils ont renoncé à créer quelque forme de regroupement que ce soit des gouverneurs d'opposi-

tion. Et Leonel Brizola a crûment déclaré que « la conciliation est un devoir ».

Il faut dire que l'opposition incarnée par le PMDB a de plus en plus pris la forme d'une opposition de centre droit. Partout où elle l'a emporté, elle a bénéficié de soutiens notoires du grand patronat et de transfuges de personnalités politiques anciennement impliquées dans le coup d'État de 1964 et liées à l'Alliance pour la rénovation nationale (Arena), ancêtre du PDS, puis au PDS. C'est notamment le cas à Sao Paulo, où le candidat victorieux, Franco Montorero, a reçu l'appui de secteurs de la puissante fédération patronale (la FIESP), ou au Minas Gérais, où le gouverneur élu, Tancredo Neves, est le dirigeant de l'ancien Parti populaire (PP), connu comme « le parti des banquiers ».

Enfin, la défaite nette du PDS n'a pas tourné à la déroute. Il parvient à en amortir la portée en gardant d'une courte tête la majorité dans l'État de Pernambouc et en remportant, à la majorité relative de 34 %, le siège de gouverneur du Rio Grande do Sul, où il a bénéficié de la rivalité entre le PDT et le PMDB. S'il perd la majorité absolue à la Chambre fédérale, il la conserve, grâce à divers artifices institutionnels, dans le collège électoral qui doit élire, en 1984, le président de la République.

Au fond, après des détours et des difficultés, on peut considérer le dénouement électoral comme l'aboutissement du scénario de « libéralisation » imaginé par l'ancien stratège du régime, le général Goldbery. Ce scénario prévoyait la constitution d'une opposition bourgeoise et d'une opposition travailliste « responsable ». Il a été quelque peu perturbé par l'irruption non prévue du Parti des travailleurs (PT) sur la scène politique. L'échec électoral relatif du PT et la victoire de Leonel Brizola à

^{1/} Cf. le dossier Brésil : « Le PT à la veille des élections du 15 novembre 1982 », *Inprecor* n° 136, 8 novembre 1982.

Rio de Janeiro (même si le PDT n'atteint pas, en dehors de Rio de Janeiro et du Rio Grande do Sul, 1 % des suffrages), relance la perspective du scénario proposé par Goldbery.

La bourgeoisie a en effet un urgent besoin de mettre en place des mécanismes de pactes sociaux et de conciliation avec une opposition respectueuse contrôlant au moins une partie du mouvement de masse. Ce sera notamment le rôle dévolu à la bureaucratie syndicale, au Parti communiste brésilien (PCB) et au Parti communiste du Brésil (PC do B, maoïste), qui sont regroupés dans le PMDB. Quelques jours à peine après les élections, le gouvernement brésilien a repris la négociation avec le Fonds monétaire international (FMI) de sa dette astronomique de 90 milliards de dollars. Ronald Reagan a parallèlement promis une nouvelle aide américaine, mais les conséquences sociales des conditions mises à cette aide sont déjà évidentes. Il s'agit d'abord d'en finir avec le système de réajustement semestriel des salaires, qui limite la dégradation du pouvoir d'achat pour un secteur important des travailleurs industriels. Il s'agit ensuite d'une attaque contre le système, pourtant déjà très mauvais, de Sécurité sociale.

La bourgeoisie brésilienne peut s'attaquer à cette tâche au sortir des élections avec de meilleurs atouts. Mais elle est encore loin d'avoir réussi la « sortie contrôlée » de la dictature. Tout l'édifice politique et institutionnel demeure dangereusement instable. La question syndicale n'est pas réglée. Le panorama des partis politiques est mouvant. Le PMDB, désormais responsable de la gestion gouvernementale dans des États importants, sera soumis à de fortes tensions internes. Son aile droite songe déjà à la possibilité d'un Parti libéral qui pourrait servir de béquille au PDS dans le cadre d'une future coalition. D'au-

tres secteurs ne seraient probablement pas insensibles aux sirènes d'un Parti social-démocrate dont Leonel Brizola, fort de sa position à Rio de Janeiro, a déjà exprimé le projet. Mais il y a encore loin du projet à la mise en pratique.

Enfin, si la bourgeoisie gagne globalement à un assouplissement du jeu institutionnel, les motifs de friction entre différentes fractions, et même entre différents États, et le pouvoir central, vont s'aiguiser sous l'effet de la crise, aussi bien du point de vue économique que du point de vue institutionnel.

Les raisons de l'échec relatif du PT

Le résultat global du PT est bien au-dessous des espérances. Il serait toutefois erroné d'évaluer sa signification à l'aune des illusions électorales qui se sont propagées dans le parti au cours de la campagne. Du fait de l'inexpérience, du succès rencontré par le parti (plus de 300 000 affiliés), de l'écho même d'une campagne culminant avec le plus gros meeting politique du pays, regroupant environ 100 000 personnes dans le stade de Pacaembu à Sao Paulo, une certaine ingénuité électorale a prévalu. Les plus optimistes croyaient même à une possible victoire à Sao Paulo.

Au total, le PT obtient un peu plus de 1 500 000 voix, dont plus des deux tiers dans l'État de Sao Paulo (1,1 million). S'il dépasse les 10 % à Sao Paulo, sa moyenne nationale est d'environ 3 % (avec 2 % au Minas Gerais, 1 % au Rio Grande do Sul, 3 % à Rio de Janeiro...) Il obtient une dizaine de députés fédéraux, dont 6 à Sao Paulo, un certain nombre de députés aux parlements des États, et un bon nombre de *vereadores* (conseillers municipaux). Il remporte la municipalité de Diadème (300 000 habitants, une des quatre cités industrielles du bastion de l'ABC, la banlieue ouvrière de

Sao Paulo), et probablement la municipalité d'Esperantina dans l'État du Pirui.

Mais, dans nombre d'États ou de municipalités, le nombre de suffrages, fait significatif, n'atteint même pas le nombre d'affiliés. Les raisons de cet échec relatif sont multiples.

Tout d'abord, le fait que le PT n'ait que trois ans. Il s'agit d'un parti né de la lutte ouvrière des années 1978-1979, sans appareil et sans traditions. Le projet a rencontré un large écho, attesté par l'ampleur des affiliations. Mais il n'a pas eu le temps de s'enraciner. Nombre de secteurs paysans et même urbains séduits par l'appel du PT n'ont pas échappé, au moment du vote, au poids séculaire d'un puissant système clientélaire, au chantage ou aux intimidations des caciques locaux.

D'autre part, le mécanisme électoral imaginé par les stratèges de la dictature a joué à plein, notamment le système de « vote lié », qui obligeait l'électeur à voter en faveur des candidats du même parti pour l'ensemble des postes en jeu : gouverneur, député fédéral, député d'État, conseiller municipal. Ce mécanisme a fonctionné d'un double point de vue. D'une part, dans les villes et les villages les moins politisés (où souvent le PT n'a pu présenter de candidat à la mairie), le vote pour le conseil municipal (pour les potentats locaux) a déterminé le vote sur l'ensemble de la liste. D'autre part, dans les grandes villes, le vote lié a donné une tournure plébiscitaire au scrutin : dictature ou opposition. Le chantage au vote utile a ainsi parfaitement fonctionné.

Si les raisons objectives, après dix-huit ans de dictature, ont pesé de façon négative d'une manière déterminante, il ne faut pas nier pour autant les faiblesses indéniables de la campagne du PT.

Au vu des résultats, les secteurs les plus modérés et électoralistes du parti ont commencé

à incriminer le « radicalisme » de la campagne. Il suffit de considérer la victoire électorale de Diadème, où le candidat élu maire, Gilson Menezes, est connu pour ses positions combatives, pour balayer cet argument. Mais il est vrai que le ton de la campagne a péché par un certain propagandisme. Les slogans clefs comme « Un travailleur vote pour un travailleur ! », ou encore « Qui sait travailler sait gouverner », étaient nécessaires pour affirmer un vote de classe contre toute tentation de conciliation avec la bourgeoisie d'opposition. Mais ils étaient insuffisants pour apporter des réponses concrètes et transitoires à la crise. Ils étaient également insuffisants pour ajuster la cible de la dictature. Alors que le PMDB et le PDT acceptaient les règles du jeu fixées par le régime, la campagne du PT ne mettait pas en relief cette différence en centralisant sa campagne contre la dictature et sur des mots d'ordre démocratiques comme la revendication d'Assemblée constituante. Alors que ces axes auraient concrétisé la portée immédiate des délimitations par rapport à l'opposition bourgeoise, le discours qui a prévalu a souvent été celui d'un amalgame peu convaincant, traitant le PDS et l'opposition comme des « farines d'un même sac ». Ce qui est vrai en dernière analyse, mais qui devait être démontré par la différence des objectifs dans la campagne et des attitudes face à la dictature, et non asséné comme une évidence.

Enfin, l'une des plus graves faiblesses de la campagne du PT, c'est que ce parti n'était pas assez consolidé politiquement et organisationnellement pour résister à la dynamique centrifuge de la campagne électorale. Les cas où il aura réussi à unifier les ressources financières, le matériel et la campagne sont excep-

tionnels : Espirito Santo, Diadème, partiellement au Rio Grande do Sul et au Mato Grosso do Norte. Mais, en général, ce sont les campagnes individuelles des candidats, avec leurs propres finances, leur courant ou leurs groupes de soutien, qui ont prévalu, faisant voler en éclat les structures militantes unifiées à la base du parti, c'est-à-dire les « noyaux ».

Notons que la campagne et ses résultats auront mis fin à deux mythes concernant le PT. Le premier est celui selon lequel il serait soutenu par l'Église. Il est vrai que les communautés catholiques de base ont joué dans certaines villes et régions un rôle important dans le lancement du PT. Mais, au moment du vote, la hiérarchie ecclésiastique a clairement opté pour l'opposition bourgeoise responsable, le PMDB. Au point que le candidat du PT à Sao Paulo le plus notoirement lié à l'Église, et qui de surcroît a fait une campagne particulièrement coûteuse financièrement, n'a même pas été élu.

Le second mythe est celui selon lequel le PT serait un parti de la petite bourgeoisie intellectuelle fascinée par la classe ouvrière et les idées « à la mode ». Les meilleurs résultats du PT sont obtenus clairement dans les quartiers et les régions à forte concentration prolétarienne : Diadème et l'ABC dans l'État de Sao Paulo, Volta Redonda dans l'État de Rio de Janeiro, la banlieue ouvrière de Porto Alegre...

Une nouvelle étape dans la construction du PT

Avec les élections du 15 novembre, une nouvelle situation politique s'ouvre. C'est également vrai pour le PT. La période euphorique de croissance organique, allant du lancement du parti jusqu'aux dernières élections, en passant par la campagne simple et unifiée pour la légalisation et l'affiliation, est révolue. Dans

la classe ouvrière même, le résultat électoral contribue à modifier le rapport des forces au détriment du PT et en faveur des secteurs de collaboration de classe liés au PMDB. Le triomphalisme simpliste, qui voyait une ascension irrésistible du PT, prolongeant sur le terrain électoral les succès de la campagne d'affiliation, est ébranlé.

Aussitôt, les pressions sur le PT se sont déchaînées. De la part du PMDB, du PDT, mais aussi, cyniquement, du pouvoir, sont venues les accusations d'« avant-gardisme ». Le ministre de l'Économie en personne, Delim Neto, déclarait dans une interview au journal *Folha do Sao Paulo* : « J'ai toujours dit que ce qui embrouille le plus le prolétariat, c'est son avant-garde. Sans son avant-garde, le prolétariat serait véritablement maître du pouvoir ^{2/} » Moins caricaturale, la proposition d'un parti social-démocrate, lancée par Leonel Brizola, vise à ratisser aussi bien à la gauche du PMDB qu'à la droite du PT.

Ces pressions sont relayées dans les rangs du PT, et notamment de sa (petite) fraction parlementaire. Le député de Rio de Janeiro, Eudes, a déjà publiquement déclaré que l'organisation du parti en sections de base était une perte de temps en discussions inutiles et un système inefficace pour les campagnes électorales. L'un des députés de Sao Paulo, Airton Soares, a tiré publiquement et à titre personnel, avant même que ne s'exprime la direction du parti, un bilan incriminant le radicalisme de la campagne.

Mais dans une interview au journal *Em Tempo*, le président du parti, Luis Inacio da Silva, « Lula », a déjà vertement répondu : « Le projet du PT passe surtout par l'organisation de la classe travailleuse et non seulement par les élections. Pour les « immédiatistes » qui sont pressés de se faire élire et de faire car-

1/ *Folha do Sao Paulo*, Sao Paulo, 28 novembre 1982.

rière sur le plan institutionnel, il vaudrait peut-être mieux se chercher un autre parti ^{3/} »

Le problème c'est que, face aux manœuvres visant à dissoudre le PT en tant que parti de classe, à le réduire à un simple front électoral, ou à le mettre à la remorque des oppositions bourgeoises, la seule réaffirmation de son indépendance de classe intransigeante ne suffira pas.

L'échec électoral ne doit pas être le seul et unique sujet de la discussion de bilan. Il doit être mis en rapport avec les échecs essuyés ces derniers mois par le PT dans l'organisation du mouvement syndical : piétinement dans la construction d'un courant classiste unifié sur le terrain syndical, ou encore impuissance lors du congrès du syndicat étudiant de l'Union nationale des étudiants (UNEB), où les courants pro-PT, majoritaires dans leur ensemble, ont présenté des listes divisées et ainsi permis aux réformistes de conserver le contrôle du syndicat.

Les élections sont un révélateur, mais ce n'est pas sur le terrain électoral que le PT est le plus fort. Il tire sa force du mouvement de masse. Et c'est là qu'il doit soigner ses faiblesses, dans une politique d'intervention et de construction quotidiennes. Jaco Bittar, membre de la direction nationale du PT a dit, après les élections, que le parti devait « retourner à ses origines ». Luis Inacio da Silva,

« Lula », met surtout l'accent sur la nécessité d'organiser les « noyaux sur les lieux de travail ». Ces déclarations marquent l'orientation à prendre, mais elles ne suffisent pas.

Le « retour aux origines » ne peut pas être un repli sur les luttes syndicales localisées. Face à la crise et aux politiques d'austérité, il faudra une stratégie d'ensemble inscrite dans le combat pour une Centrale unique et démocratique des travailleurs, indépendante de l'État. Seul un courant animé par les forces vives du PT est capable de l'impulser. De même, dans le mouvement étudiant, le mouvement paysan, le mouvement des femmes et l'ensemble des mouvements sociaux.

Le PT aura aussi besoin d'une ligne générale et de revendications démocratiques et transitoires contre la dictature et contre la crise. Il aura besoin de traduire sa volonté d'indépendance de classe par le refus des coalitions avec les gouvernements bourgeois d'opposition dans différents États, par le contrôle de ses propres parlementaires. Ce n'est qu'en fonction de la définition d'une orientation et des tâches quotidiennes que la bataille pour la réorganisation des « noyaux » de catégories professionnelles et de quartier prendra tout son sens. Jusqu'à présent, ces « noyaux » n'ont pas eu réellement d'activité d'intervention. Ils ont pris en charge la campagne de recrutement, puis ils ont été empor-

tés dans le tourbillon de la campagne électorale. Ils ne se reconstitueront que s'ils ont, aux yeux de tous les militants, une fonction utile pour guider et organiser l'intervention du PT sur les lieux de travail et d'habitat.

Il est clair que la poursuite de cette bataille pour que le PT, au lieu de régresser, franchisse un nouveau seuil, implique un progrès qualitatif de ses définitions politiques. Le PT est au milieu du gué. À Sao Paulo, il dispose d'un fort potentiel militant, mais son résultat électoral le marginalise dans le jeu politique. Il risque de rester paralysé dans une position intermédiaire : minorisé comme une organisation d'avant-garde sans en avoir les avantages en termes de clarté politique et de rigueur organisationnelle.

Le terrain perdu par le jeu truqué des urnes peut être regagné sur le terrain de la mobilisation sociale. Mais il ne le sera que si les leçons de l'expérience sont transformées en conscience collective du parti.

Les courants révolutionnaires qui ont défendu dès l'origine du PT une conception conséquente du parti comme un parti véritable, organisé à la base, menant bataille sur le terrain syndical, levant le drapeau des revendications démocratiques contre la dictature, peuvent et doivent jouer un rôle décisif dans cette nouvelle étape.

Inprecor, n° 139 du 20 décembre 1982